



VILLE DE  
CHOISY-LE-ROI

Place Gabriel péri  
94600 Choisy-le-Roi  
www.choisyleroi.fr  
☎ 01.48.92.44.44

# *Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 25 septembre 2024*

---

Le vingt-cinq septembre deux mille vingt-quatre à dix-neuf heures vingt-sept, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mardi 17 septembre 2024, s'est réuni salle du Conseil municipal – Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

## **Étaient présent-e-s :**

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, Mme LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, CHIRRANE El Arbi, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. THIAM Moustapha (à partir de la délibération N° 24 097)

## **Étaient représenté-e-s :**

Mme LANTERNIER Lucie	mandat à M. COELHO Vasco
Mme FOURNIER Laura	mandat à Mme GAULIER Danièle
M POUDY Franklin	mandat à M. DRUART Frédéric
Mme DIMNET Jocelyne	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
M. BANCE Stéphane	mandat à M. BOLLE-DALLIAH Kristian
Mme BEZACE Mathilde	mandat à Mme HACHE Bénédicte
M. DESROCHES Damien	mandat à BOURVEN Julien

## **Étaient absent-e-s :**

M. FONDENEIGE Matthias  
Mme LEMOINE Nathalie  
Mme DOS REIS Sabrina  
M. HUTIN Sébastien

**Secrétaire de séance :** Hancès SASU

## Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance .....	4
→ Appel.....	4
→ Approbation du compte rendu de la séance du 26 juin 2024 .....	4
→ Approbation de l'ordre du jour .....	4
<b>RESSOURCES HUMAINES .....</b>	<b>5</b>
→ Modification du tableau des effectifs du personnel communal .....	5
<b>ENFANCE.....</b>	<b>6</b>
→ Approbation de la convention de partenariat entre l'académie de Créteil l'association « Une École inclusive pour tous » et la commune de Choisy-le-Roi pour la mise à disposition de l'Adapta'Box .....	6
<b>MÉDIATHÈQUE.....</b>	<b>7</b>
→ Approbation de la convention de partenariat entre le Centre Thérapeutique à Temps Partiel (CATTP) « la Clairière 6-12 ans » et la commune de Choisy-le-Roi .....	7
<b>DLC.....</b>	<b>9</b>
→ Convention d'objectifs entre la commune de Choisy-le-Roi et l'association « Habitants Emploi Proximité » (HEP) .....	9
<b>URBANISME .....</b>	<b>9</b>
→ Cession du pavillon situé au 80, avenue de Villeneuve-Saint-Georges au profit de la SCI RIO.....	9
→ Prise d'acte de l'avancement de l'élaboration du projet du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi).....	12
→ Acquisition par la Ville des usufruits temporaires des biens portés par l'Établissement Public Foncier d'Île-de-France (EPFIF) dans le cadre de la convention de portage foncier sur le périmètre du centre commercial Choisy Sud II .....	12
→ Vente par la commune d'un entrepôt situé au 124-126 avenue d'Alfortville au profit de la société ACMA.....	13
→ Rétrocession foncière à l'euro symbolique entre la Société d'Aménagement et Développement des Villes et du Département du Val-de-Marne (SADEV 94) et la Ville de Choisy-le-Roi portant acquisition de parcelles de la ZAC des Hautes Bornes.....	14
→ Rapport annuel 2023 du mandataire auprès de SADEV 94.....	14
→ Modification de la charte de qualité de la construction neuve en secteur diffus .....	15
→ Approbation du CRACL 2023 de la ZAC des Hautes Bornes .....	16
→ Approbation du CRACL 2023 de la ZAC du Port.....	17
→ Approbation de la convention de partenariat avec le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE).....	18
<b>DGST .....</b>	<b>19</b>
→ Cession de la tondeuse autoportée KUBOTA à la société CHOUFFOT dans le cadre de l'acquisition de la nouvelle tondeuse ISEKI.....	19

→ Approbation de la convention de partenariat avec la Préfecture de Police — Brigade de Sapeurs-pompiers de Paris en vue de l'entretien des espaces verts du Centre d'Incendie et de Secours .....	19
<b>Transition Écologique.....</b>	<b>20</b>
→ Mise en place d'une Zone à Faibles Émissions mobilité (ZFE-m).....	20
<b>COMMERCE.....</b>	<b>27</b>
→ Groupe GERAUD rapport d'activité 2023 .....	27
<b>HABITAT .....</b>	<b>30</b>
→ Garantie d'emprunt accordée à VALOPHIS HABITAT pour l'acquisition en Vente en l'État Futur d'Achèvement (VEFA) de 27 logements locatifs sociaux 15 PLUS/10 PLAI/2 PLS, situés 17, rue de la Remise aux Faisans, ZAC des Hautes Bornes.....	30
→ Approbation de la convention bilatérale 2024-2026 définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux sur le patrimoine relevant du contingent de la Ville de Choisy-le-Roi sur le patrimoine du bailleur TOIT et JOIE dans le cadre de la mise en œuvre de la gestion en flux .....	31
→ Approbation de la convention de partenariat tripartite entre la Fondation FALRET, le centre Médico-Psychologique et la Ville de Choisy-le-Roi pour le relogement de ménages Choisyens suivis dans le cadre du groupe logement du Conseil Local de Santé Mentale (CLSM).....	31
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE.....</b>	<b>32</b>
→ Approbation des conditions et des modalités de mise à disposition des véhicules municipaux.....	32
→ Participation de la commune à la consultation publique sur le projet d'arrêté portant restrictions d'exploitation sur l'aérodrome de PARIS-ORLY .....	33
→ Adhésion au SIFUREP des communes de CERGY (95) et de CHARTRETTES (77) à la compétence service extérieur des pompes funèbres.....	33
→ Compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales .....	34

*La séance est ouverte à 19 h 27 sous la présidence de M. Tonino Panetta, maire de Choisy-le-Roi.*

**M. le Maire** : Bonsoir, chers collègues. Vous avez été convoqués dans les formes légales en séance de ce Conseil municipal.

→ **Désignation du secrétaire de séance**

**M. le Maire** : Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, nous avons à désigner un secrétaire de séance. Je vous propose, à sa demande, Madame Hancès Sasu, qui accepte, à l'insu de son plein gré.

*(Mme Hancès SASU est désignée à l'unanimité secrétaire de séance.)*

→ **Appel**

**M. le Maire** : Je vais donc passer la parole à Monsieur Baranger, notre DGS, pour procéder à l'appel.

*(M. Denis Baranger procède à l'appel.)*

→ **Approbation du compte rendu de la séance du 26 juin 2024**

**M. le Maire** : Bien. Merci Monsieur Baranger. Nous vous avons envoyé avec la convocation le procès-verbal de la séance du 26 juin dernier. Y a-t-il des observations sur ce procès-verbal ? Je n'en vois pas, donc nous pouvons l'adopter. Ah, Monsieur Guillaud-Bataille ?

**M. Guillaud-Bataille** : Pardon, c'était après l'adoption, c'était sur l'ordre du jour d'aujourd'hui.

**M. le Maire** : D'abord, il faut voter. Donc, s'il n'y a pas d'observations sur le procès-verbal du 26 juin, c'est adopté à l'unanimité. Merci.

→ **Approbation de l'ordre du jour**

**M. le Maire** : Sur l'ordre du jour du Conseil que nous allons commencer, y a-t-il des remarques. C'est là-dessus, Monsieur Guillaud-Bataille ?

**M. Guillaud-Bataille** : Oui, nous souhaitons avec notre groupe vous demander ou plutôt prendre date pour certainement le prochain Conseil municipal, afin que la Ville de Choisy-le-Roi puisse faire un geste de solidarité envers nos villes jumelées de Dong Da et de Lugo suite aux intempéries terribles qui ont frappé le Vietnam et la Ville de Lugo, comme nous l'avons tous vu. Savoir si l'on pouvait faire, comme nous l'avons fait pour d'autres, une aide exceptionnelle. Voilà, que ce ne soit pas à l'ordre du jour, là, c'est le temps aussi... mais on voulait pointer le fait que ce serait bien d'y penser pour le prochain Conseil municipal.

Aussi, nous voulions vous demander des précisions sur l'utilisation de l'aide qui avait été accordée à la Fondation de France en direction de la Palestine puisque, par des rencontres fortuites, il semble que la Fondation de France n'ait pas de programme en direction de la Palestine. Donc on voulait savoir comment la somme avait été attribuée et répartie. Merci.

**M. le Maire** : Bien sûr. Nous étudions toujours des aides, malheureusement trop de villes en ont bénéficié. Lugo en avait bénéficié l'année dernière. Dong Da en bénéficiera sûrement. Nous allons étudier tout cela.

L'aide que nous avons accordée effectivement à la Palestine, aux habitants, la Fondation de France (je me tourne vers mon DGS), nous avait signalé, je crois qu'ils nous ont retourné l'aide, parce qu'effectivement, ils n'avaient pas possibilité de l'utiliser et nous devons rediriger cette aide vers un autre organisme. Où en sommes-nous ? Cela a été fait, c'est... ? On a gardé le fléchage initial ? Alors en fait, on n'a pas reçu le retour financier de la Fondation de France. Nous allons les réinterroger, effectivement il serait bon d'avoir un bilan précis de l'utilisation qui a été faite de cet argent, qui était vraiment fléché pour les habitants de la Palestine. Mais, effectivement, ils nous avaient écrit, et le retour de la somme devait se faire. Or, on ne l'a pas reçue. Merci de votre question. Il serait bon de les réinterroger et de savoir s'ils l'ont utilisée ou pas, qu'ils nous la redonnent pour qu'on l'affecte à une autre association puisque, malheureusement, les besoins sont toujours là. Très bien, c'est noté.

Nous allons donc aborder l'ordre du jour. Juste une information : le prochain Conseil se déroulera le 6 novembre. Voilà, comme cela, si vous pouvez noter le 6 novembre.

## RESSOURCES HUMAINES

### → Modification du tableau des effectifs du personnel communal

**M. le Maire :** Nous abordons le point n° 1, point technique. Je vais donner la parole à Monsieur Vasco Coelho, modification du tableau des effectifs du personnel communal.

**M. Coelho :** Merci, Monsieur le Maire, bonsoir chers collègues, Choisyens, Choisyennes. Chers collègues, nous avons l'habitude de passer cette délibération pour contribuer au bon fonctionnement des différents services de la Ville. Il convient de procéder aux transformations indiquées dans la délibération pour une mise en adéquation des postes existants et des postes à pourvoir, en tenant compte des mouvements de personnel et des recrutements réalisés et en permettant l'accès à des agents contractuels.

Donc, chers collègues, il nous est demandé de délibérer à ce sujet.

**M. le Maire :** Y a-t-il des questions ? Non ? Point habituel. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

### *Vote de la délibération n° 24 093*

Ont voté pour : 38

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 24 093 est adoptée à l'unanimité*

## ENFANCE

→ **Approbation de la convention de partenariat entre l'académie de Créteil l'association « Une École inclusive pour tous » et la commune de Choisy-le-Roi pour la mise à disposition de l'Adapta'Box**

**M. le Maire** : Tout de suite le point n° 2, une convention à passer entre l'académie de Créteil, l'association « Une École inclusive pour tous » et notre commune pour mise à disposition du dispositif Adapta'Box. Je donne la parole à Mme Bénédicte Hache.

**Mme Hache** : Merci, Monsieur le Maire, bonsoir chers collègues. Le projet Adapta'Box est né d'une association, « Une École pour tous », qui a souhaité permettre aux enfants porteurs de handicaps de disposer d'outils leur facilitant l'entrée dans les apprentissages.

Parmi ces outils, par exemple, il y a des casques antibruit, des balles antistress, des règles facilitant la lecture pour les enfants dyslexiques, etc. Tous ces outils ont été validés par l'Éducation nationale, et l'académie de Créteil est donc partenaire du projet et assure la formation des professeurs pour ces outils. Il y a une quinzaine d'outils par boîte, ces boîtes sont destinées au niveau de CP, CE1 ET CE2.

Les écoles élémentaires de la ville seront dotées de ces boîtes progressivement tout au long de l'année, à chaque vague de formation des professeurs. Les trois premières écoles concernées par ces boîtes sont donc les élémentaires Joliot Curie, Nelson Mandela et Marcel Cachin.

Il s'agit ce soir d'approuver cette convention.

**M. le Maire** : Merci Bénédicte. Nous sommes assez fiers de cette décision, car nous sommes avant-gardistes, je crois, là-dessus. Je crois que c'est...

**Mme Hache** : La Ville de Choisy, effectivement, il y a plusieurs villes qui sont concernées sur l'académie de Créteil, et la Ville de Choisy est la seule du Val-de-Marne. Dans l'académie de Créteil, il y en a deux dans le 93 et deux dans le 77, si mes souvenirs sont bons, mais dans le 94, il n'y a que nous.

**M. le Maire** : Cela fait 5 sur l'Île-de-France. On est les seuls dans le Val-de-Marne. OK, c'est bien. Oui, Madame ?

**Mme Despres** : Bonsoir chers collègues, Monsieur le Maire. J'avais interrogé en conférence des présidents sur la formation pour que les enseignants puissent s'approprier ce matériel qui est bien entendu très intéressant, et notre groupe votera bien entendu pour l'adoption de cette résolution.

Simplement, je viens d'avoir un échange avec Madame Hache qui me dit que, pour l'instant, effectivement, la formation incombe à l'Éducation nationale, mais la date est prévue pour l'instant aux calendes grecques si j'ai bien compris. En tout cas, il n'y a pas de dates précises de formation, et je pense que l'on doit le souligner. Ce serait quand même très regrettable que les enseignants ne puissent pas se saisir de ce matériel qui est très intéressant et qui coûte à la commune.

On pourrait revenir sur le fait que l'État pourrait peut-être les payer. En tout cas, là, on est pilote, et la Ville de Choisy choisit justement de les acquérir. S'il n'y a pas de formation derrière, le risque c'est quand même que les enseignants ne s'en saisissent pas. Donc,

j'espère que Madame Hache pourra interagir de manière à ce que les enseignants puissent avoir cette formation le plus tôt possible. Je vous remercie.

**Mme Hache** : Effectivement, la formation était prévue au départ pour le 7 octobre. Parce qu'il manque de professeurs remplaçants pour remplacer ceux qui partent en formation, pour l'instant la formation ne peut pas avoir lieu.

J'ai bon espoir qu'elle ne sera pas repoussée aux calendes grecques, et je vais faire en sorte que. J'ai aussi informé l'association de ce retard dans la formation. Eux, de leur côté, vont aussi prendre contact avec les personnes dédiées au rectorat de la cellule École inclusive pour justement appuyer de leur côté également pour que la formation puisse avoir lieu. L'idéal serait que cette formation ait lieu avant les vacances de la Toussaint pour pouvoir justement s'en saisir juste après et commencer le plus rapidement possible. Cela dépend de l'Éducation nationale, donc on va interroger l'Éducation nationale, en tout cas lui demander de faire en sorte que cette formation puisse avoir lieu le plus tôt possible.

**M. le Maire** : Il y a un bon signe : il y a un ministre de l'Éducation, donc j'ose espérer... malheureusement... Ah aujourd'hui, bon... Espérons donc qu'une date soit trouvée, je suppose que c'est en bonne place sur son bureau.

**M. le Maire** : D'autres interventions sur ce sujet ? Non, c'est bon ? Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci pour nos écoles.

*Vote de la délibération n° 24 094*

Ont voté pour : 38

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 24 094 est adoptée à l'unanimité*

## **MÉDIATHÈQUE**

→ **Approbation de la convention de partenariat entre le Centre Thérapeutique à Temps Partiel (CATTP) « la Clairière 6-12 ans » et la commune de Choisy-le-Roi**

**M. le Maire** : Le point n° 3. Approbation de la convention de partenariat entre le Centre Thérapeutique à Temps Partiel « la Clairière 6-12 ans » et la commune de Choisy-le-Roi. C'est Madame Ostermeyer qui va nous présenter cela.

**Mme OSTERMEYER** : Merci, bonsoir à tous. Il s'agit d'approuver une convention de partenariat entre le CATTP, Centre d'Accueil Thérapeutique à Temps Partiel, et la commune, et cela à travers son réseau des médiathèques.

Ce centre « la Clairière » accueille des enfants entre 6 et 12 ans qui souffrent de difficultés psychologiques et/ou scolaires et qui sont peu à l'aise avec la lecture. Ils sont d'ailleurs pour la plupart très éloignés des lieux de culture. Donc le dispositif proposé permettra d'accueillir un groupe de 5 enfants très régulièrement au sein du réseau des médiathèques, pour travailler sur un projet de découverte du monde.

Voilà, je vous engage donc à voter favorablement cette convention et à autoriser notre maire à la signer. Merci.

**M. le Maire** : Merci Sushma. Y a-t-il des interventions sur ce sujet ? Je n'en vois pas. Votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

Merci pour ces enfants. Voilà, plus il y aura d'actions de ce type, mieux ce sera.

*Vote de la délibération n° 24 095*

Ont voté pour : 38

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 24 095 est adoptée à l'unanimité*

**M. le Maire** : Juste avant de passer au point suivant, on me confirme une information sur le précédent point. Il me semblait bien que cela avait été fait. La Fondation de France a effectué un fléchage, a redirigé notre don via le programme Solidarité Proche-Orient, fléché vers Gaza. Ceci dit, nous allons essayer d'en savoir plus, d'avoir une analyse bien sûr. Ce serait quand même fort dommage. Donc l'argent n'est pas perdu et a bien été réfléchi vers Gaza. J'espère vous en dire plus au prochain Conseil le 6 novembre, ou avant, aux présidents de groupe.



## DLC

### → Convention d'objectifs entre la commune de Choisy-le-Roi et l'association « Habitants Emploi Proximité » (HEP)

**M. le Maire** : Le prochain point, convention d'objectifs entre la commune de Choisy-le-Roi et l'association qui opère depuis un certain temps déjà, « Habitants Emploi Proximité » (HEP). Je donne la parole à Madame Fontaine.

**Mme Fontaine** : Merci, Monsieur le Maire, bonsoir à tous. C'est une convention entre la Ville et l'association HEP Habitants Emploi Proximité qui est historique. C'est un acteur associatif vraiment du quartier des Navigateurs, qui est impliqué dans la vie locale, et qui fait tout ce qui est entretien des parties communes des immeubles, entretien des sites tertiaires, entretien des espaces verts. Il y a plusieurs missions.

Aujourd'hui, l'aide de la collectivité à la réalisation des objectifs prend la forme d'une subvention annuelle qui s'élève à 23 479 € au titre des exercices 2024, 2025, 2026. On vous propose de résigner cette convention.

**M. le Maire** : Très bien, y a-t-il des questions sur ce point ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n° 24 096*

Ont voté pour : 38

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 24 096 est adoptée à l'unanimité*

## URBANISME

### → Cession du pavillon situé au 80, avenue de Villeneuve-Saint-Georges au profit de la SCI RIO

**M. le Maire** : Le point suivant, cession du pavillon situé au 80, avenue de Villeneuve-Saint-Georges au profit de la SCI RIO. Vous vous souvenez, nous avons dû racheter des biens qui étaient en portage auprès du SAF 94, ce qui nous a occasionné une dépense de près d'un million trois cent mille euros. Ce portage durait depuis plus de 10 ans, nous étions donc à la limite du portage, et bien au-delà, ce qui nous a d'ailleurs valu des intérêts à payer. Nous avons donc dû racheter en urgence, sinon nous avions encore 400 000 €. Pas que sur ce

pavillon, c'était un ensemble de biens qui était porté, dont ce pavillon. Donc, nous les avons rachetés. Ce pavillon était occupé, et bien sûr, comme la commune n'a aucune vocation et aucun projet à en faire, nous avons fait une évaluation des domaines, et proposé à la vente ce pavillon qui était occupé. Il y avait un locataire, qui était donc prioritaire sur l'achat de ce pavillon, et qui a accepté l'offre du domaine. C'est ce qui vous est proposé ce soir.

Y a-t-il des observations sur ce point ? Monsieur Guillaud-Bataille ?

**M. Guillaud-Bataille :** Très honnêtement, le dossier n'appelle aucun commentaire, mais l'adresse du bien m'oblige à faire part de deux problèmes qui touchent d'ailleurs particulièrement les habitants, notamment de ce pavillon, qui m'en ont parlé entre voisins.

Deux questions : la première, évidemment, la question du radar sur l'avenue de Villeneuve-Saint-Georges où les incivilités ont repris à grande échelle, à tel point que des parents d'élèves sont aujourd'hui inquiets lorsqu'ils amènent leurs enfants au centre de loisirs. Ce sont des discussions qui ont lieu, voilà, mais les nounous qui amènent les enfants au parc aussi. Tout cela, c'est de la nuisance pour toutes et tous, et pour des lieux en plus qui sont censés être calmes et accueillir des enfants. C'est le premier point.

Le deuxième, je vous l'avais signalé, Monsieur le Maire, avant l'été, ainsi qu'à votre premier adjoint. Il y a deux pavillons qui ont été détruits au 93 et 95 avenue de Villeneuve-Saint-Georges. Rien n'est sécurisé, ils ont mis deux grilles, il suffit qu'il y ait un coup de vent pour qu'on les retrouve par terre. Il y a des encombrants, mais on ne sait pas trop comment des parpaings sont arrivés, mais c'est à peu près tout ce que l'on... il n'y a aucun avis de permis de construire, permis de démolir, d'aucune sorte depuis le début. Au moins, que les éléments légaux soient respectés, et que les éléments d'informations minimales soient donnés.

Je vous remercie.

**M. le Maire :** Je vais vous répondre, Monsieur Guillaud-Bataille, bien que cela aurait pu faire l'objet des questions diverses, mais ce n'est pas grave. C'est surtout que cette affaire de radar, je suis d'accord avec les habitants, il n'y a aucun souci, m'insupporte vraiment, puisque la commune n'a aucune responsabilité.

Cela a été fait en dépit du bon sens. Ce qui s'est passé, c'est que les pouvoirs publics, c'est-à-dire la préfecture, a décidé de remplacer le radar existant par un nouveau radar, vous savez, les nouveaux types qui prennent dix fois plus de voitures et dans les deux sens. Bon, ils ont procédé d'une manière très intelligente : avant de poser le nouveau radar, ils ont décidé de démonter l'ancien. Bon. Donc, ils démontent l'ancien, ils passent une commande pour le nouveau, très bien, ils passent un marché avec... qui est la société qui devait l'installer ? SPIE devait l'installer, SPIE arrive, et là, patatras, ils ne peuvent pas l'installer parce que les câbles... c'était quoi les câbles ? Il y a des réseaux souterrains qui interdisent l'installation de ce radar à cet endroit-là, ils doivent donc refaire une étude, etc. Entre-temps, l'ordre d'intervention a été retiré à SPIE et l'on se retrouve au point zéro, où la préfecture doit refaire un appel d'offres pour la pause, etc., et décider d'un nouveau lieu.

Je suis donc aussi excédé que les habitants, mais enfin ce n'est pas possible de procéder de la sorte. Pourquoi a-t-il fallu qu'ils démontent le radar avant de poser le nouveau ? Je me demande si l'on ne va pas finir par réinstaller l'ancien. Au début, on nous a dit que c'est parce qu'ils ne trouvaient plus les câbles, en fait c'est plus ou moins lié, c'est une affaire de câbles, c'est une affaire d'incompatibilité d'installation sur le lieu qui avait été retenu. Ils doivent faire un nouveau lieu, etc., on a de nouveau écrit à la préfecture. J'expliquerai cela au Conseil de quartier, malheureusement, c'est quelque chose qui nous tombe dessus.

**M. Guillaud-Bataille** : Excusez-moi, sur le nouveau lieu, la mairie va quand même être consultée ?

**M. le Maire** : Non, c'est une départementale.

**M. Guillaud-Bataille** : Le Conseil départemental alors.

**M. le Maire** : Oui. Même le Département n'a pas son mot à dire, c'est vraiment préfectoral. Le Département a écrit aussi, je les ai saisis.

Pour la seconde partie de votre question, Monsieur Druart a des précisions.

**Monsieur Druart** : Bonsoir, Monsieur le Maire, bonsoir à tous. Pour le 93 et 95 avenue de Villeneuve-Saint-Georges, il n'y a aucun permis pour le moment, les parpaings que vous avez observés sont pour murer la maison qui se trouve sur la parcelle, suite à l'incident grave qui a eu lieu cet été. On attend les futurs projets sur cette parcelle. Merci.

**M. le Maire** : Je retiens quand même l'intervention de Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. le Maire** : Oui je retiens votre observation, c'est du même tonneau que le radar, que tout ce qui se passe, qu'est-ce que vous voulez. Je retiens votre observation fort juste, je la partage. On va peut-être accélérer et surtout essayer d'obtenir une meilleure sécurisation des lieux, faire intervenir la justice, etc., puisque ce n'est pas... il va falloir que l'on y aille d'une manière forte.

**M. Guillaud-Bataille** : Rassurez-moi, s'il n'y a pas eu de permis de démolir ni de construire, on va poursuivre ceux qui ont démoli ?

**M. le Maire** : Oui, c'est ce que je dis, la manière forte c'est celle-là. Cela suffit. Choisy-le-Roi, ce n'est pas open-bar.

**M. Guillaud-Bataille** : Pour être sûr que l'on se comprenne bien. On ne peut qu'être d'accord là-dessus.

**M. le Maire** : Sur le point qui était à l'ordre du jour, c'est-à-dire la vente de ce pavillon, Monsieur Guillaud-Bataille a fait son observation, y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est adopté. Merci.

*Vote de la délibération n° 24 097*

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, M. CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 24 097 est adoptée à l'unanimité*

**→ Prise d'acte de l'avancement de l'élaboration du projet du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)**

**M. le Maire** : Je vais maintenant donner la parole à Monsieur Id Elouali. C'est une prise d'acte de l'avancement de l'élaboration de notre PLUi.

**M. Id Elouali** : Monsieur le Maire, chers collègues, merci. Bonsoir à toutes et à tous. Monsieur le Maire, vous venez de le dire, c'est un prendre acte, il s'agit de prendre acte de l'avancement de l'élaboration du projet Plan Local d'Urbanisme intercommunal, le PLUi, comme cela est noté.

Comme vous le savez, l'EPT a lancé cette opération par délibération le 26 janvier 2021. Aujourd'hui, l'EPT demande aux communes de prendre acte de l'avancement, je dis bien prendre acte, de l'avancement de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal. Ce prend acte fera l'objet de la délibération de l'EPT mi-novembre pour approuver l'arrêt définitif du périmètre du Plan Local d'Urbanisme, afin de diffuser l'ensemble des éléments à l'autorité environnementale, et bien sûr aux Personnes Publiques Associées, ce que l'on appelle les PPA et, évidemment, à la population pendant l'enquête publique qui aura lieu, qui est prévue, printemps 2025. Pour une approbation finale automne 2025. Voilà le calendrier que je vous donne, calendrier qui risque quand même de glisser, qui risque même fortement de glisser.

Ce qu'il faut surtout retenir ce soir, c'est un prendre acte, mais qui n'est pas sans conséquence pour la Ville, puisque l'on souhaite justement se saisir de cette opportunité pour signifier à l'EPT un certain nombre d'observations ou d'erreurs, qui sont encore observées et commises lors de leurs travaux, et qui concernent notamment la ZAC des Navigateurs, le plan de zonage, les emplacements réservés, ou encore l'OAP nature et le périmètre des monuments historiques. C'est un prendre acte qui nous permet à nous, Ville, d'exprimer à l'EPT des observations dont l'objectif est qu'ils en prennent compte.

**M. le Maire** : Merci Monsieur Id Elouali. Y a-t-il des observations ? Je n'en vois pas. Nous allons passer au point suivant, c'était donc une prise d'acte.

*La délibération n° 24 098 **PREND ACTE***

**→ Acquisition par la Ville des usufruits temporaires des biens portés par l'Établissement Public Foncier d'Île-de-France (EPFIF) dans le cadre de la convention de portage foncier sur le périmètre du centre commercial Choisy Sud II**

**M. le Maire** : Le point suivant, acquisition par la Ville des usufruits temporaires des biens portés par l'Établissement Public Foncier d'Île-de-France (EPFIF), c'est aussi du traditionnel, dans le cadre de la convention de portage foncier qui nous lie sur le périmètre du centre commercial, sur la dalle de la galerie qui reste. Ce portage ayant pris fin, la Ville se doit, comme tout à l'heure pour le pavillon que nous avons mis en vente et d'autres biens, de reprendre à l'EPFIF ces biens. C'est la loi.

Y a-t-il des observations sur ce point ? Bon. Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est adopté. Merci.

*Vote de la délibération n° 24 099*

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 24 099 est adoptée à l'unanimité*

**→ Vente par la commune d'un entrepôt situé au 124-126 avenue d'Alfortville au profit de la société CROI**

**M. le Maire** : Il s'agit de la vente, par la commune, d'un entrepôt qui est situé au 124-126 avenue d'Alfortville dans la petite zone artisanale au profit de la société CROI, mais qui occupe, qui est locataire de cet entrepôt. Cela fait déjà plusieurs fois qu'ils nous ont demandé si l'on pouvait leur céder cet entrepôt, donc nous l'avons fait évaluer, et nous avons finalement décidé de leur céder l'entrepôt. Ce qui va nous aider dans les investissements importants qui nous attendent.

Y a-t-il des questions sur ce point ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est adopté. Merci.

*Vote de la délibération n° 24 100*

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 24 100 est adoptée à l'unanimité*

→ **Rétrocession foncière à l'euro symbolique entre la Société d'Aménagement et Développement des Villes et du Département du Val-de-Marne (SADEV 94) et la Ville de Choisy-le-Roi portant acquisition de parcelles de la ZAC des Hautes Bornes.**

**M. le Maire** : Le point suivant, rétrocession foncière à l'euro symbolique entre la SADEV 94 et la Ville de Choisy-le-Roi sur l'acquisition de parcelles de la ZAD des Hautes Bornes. Ce sont des choses qui avaient déjà été actées, c'est pour la continuation, la réalisation du programme de la ZAC des Hautes Bornes.

Y a-t-il des observations ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est adopté. Merci.

*Vote de la délibération n° 24 101*

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 24 101 est adoptée à l'unanimité*

→ **Rapport annuel 2023 du mandataire auprès de SADEV 94**

**M. le Maire** : Je redonne la parole à Monsieur Id Elouali. C'est un rapport, c'est aussi un prendre acte, rapport annuel auprès de notre mandataire, la SADEV 94.

**M. Id Elouali** : Monsieur le Maire, chers collègues, en effet c'est un rapport annuel, de nouveau c'est du classique. La SADEV, dont la Ville est actionnaire, doit présenter son rapport annuel aux villes actionnaires et membres de son institution.

J'aimerais juste rappeler que la SADEV, c'est l'effet marquant du rapport 2023, développe 23 opérations d'aménagements répartis dans 14 communes d'Île-de-France, et conduit 19 opérations de constructions qui sont, elles, réparties sur 10 communes d'Île-de-France.

Concernant notre ville, Choisy-le-Roi, la SADEV est aménageur de deux ZAC, la ZAC du Port et la ZAC des Hautes Bornes. Le chiffre d'affaires est de 113 millions d'euros pour 2023, pour un bénéfice de 1,9 million. L'endettement s'élève à peu près à 278 millions d'euros au 31 décembre 2023, traduisant une baisse par rapport à 2022.

Ce qu'il y a quand même à dire, c'est que la SADEV a tracé un nouveau projet stratégique, avec des axes stratégiques, mais ce qu'il faut quand même retenir, c'est que ces axes

stratégiques interviennent dans un contexte que l'on connaît concernant l'aménagement, concernant l'immobilier, un contexte de crise qui met, je dirais, qui présente une sorte de menace par rapport aux plans, aux orientations stratégiques, ou aux objectifs de développement de la SADEV. Voici pour le rapport annuel de la SADEV. C'est un prendre acte.

*La délibération n° 24 102 **PREND ACTE***

**M. le Maire :** Oui. Des observations néanmoins sur ce point ? Je n'en vois pas, donc Monsieur Id Elouali vous gardez la main.

**→ Modification de la charte de qualité de la construction neuve en secteur diffus**

**M. le Maire :** Modification de la charte de qualité de la construction neuve en secteur diffus.

**M. Id Elouali :** Très bien. La modification est une modification relativement simple. Souvenez-vous que je suis venu ici, devant vous, pour vous présenter le 26 juin et vous proposer l'approbation de la mise en place de la charte de la construction neuve en secteur diffus. Il se trouve que dans ce document-là, le premier que l'on vous a présenté, il y avait une erreur, c'est-à-dire que l'on a nommé un certificateur. Or la déontologie, si je peux dire, de la commande publique nous interdit d'exprimer ou de nommer un certificateur d'une manière explicite. La nouvelle mouture, si je peux dire, de la charte, ne mentionne pas ledit certificateur, mais donne libre choix aux partenaires, aux aménageurs, aux constructeurs, de désigner par eux-mêmes un certificateur agréé par l'État.

Voilà ce que j'ai à vous présenter, et je vous invite à approuver cette modification de la charte de qualité.

**M. le Maire :** Y a-t-il des observations sur cette charte ? Ou cette petite ligne modifiée ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté. Merci.

*Vote de la délibération n° 24 103*

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, M. CHIRRAANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 24 103 est adoptée à l'unanimité*

## → Approbation du CRACL 2023 de la ZAC des Hautes Bornes

**M. le Maire** : Toujours la parole à Monsieur Id Elouali qui est en pleine forme, avec du souffle. Le CRACL ZAC Hautes Bornes.

**M. Id Elouali** : Oui, mais il ne faut pas craquer avec le CRACL. Le CRACL, pour le coup c'est de l'habituel, pour ne pas dire de l'annuel. Chaque année je reviens vers vous pour vous demander l'approbation du compte rendu annuel de la collectivité locale, le CRACL 2023, de la ZAC des Hautes Bornes.

Que nous dit ce CRACL 2023 ? Il nous dit les éléments signifiants suivants : pour rappel, la ZAC a été créée par délibération du Conseil municipal en 2007, c'est relativement ancien, mais ce n'est pas la plus ancienne, vous allez voir la plus ancienne juste après. Pour rappel, la ZAC des Hautes Bornes prévoit la construction sur 6 hectares répartis de la façon suivante : 39 % du périmètre qui est dédié aux logements collectifs sociaux, dont une résidence sénior non médicalisée, 49 % de logements en accession, et près de 3 000 m<sup>2</sup> d'activités commerciales et économiques, et près de 2 000 m<sup>2</sup> consacrés à un équipement sportif polyvalent. L'ensemble des lots de la ZAC a été commercialisé, c'est une bonne chose, et il n'est pas prévu ni de cession ni d'acquisition pour les années à venir.

Je finis par les éléments financiers, pour vous dire que les dépenses globales de la ZAC réalisées au 31 décembre 2023 se sont élevées à près de 25 millions d'euros hors taxes, et que le montant des dépenses réalisées est lui de la modique somme de 1166 euros hors taxes. Le montant des recettes réalisées au 31 décembre s'élève à un peu plus de 25 millions d'euros, et le montant des recettes réalisées en 2023 est de 53 321 euros hors taxe. Pour le coup...

**M. le Maire** : Il y a un vote.

**M. Id Elouali** : Il y a un vote, voilà.

**M. le Maire** : Bien. Y a-t-il des observations au préalable ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est adopté. Merci.

### *Vote de la délibération n° 24 104*

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 24 104 est adoptée à l'unanimité*



## → Approbation du CRACL 2023 de la ZAC du Port

**M. le Maire** : Maintenant, même chose, mais avec...

**M. Id Elouali** : La ZAC du Port.

**M. le Maire** : Voilà.

**M. Id Elouali** : Le CRACL de la ZAC du Port. La ZAC du Port est l'une des plus anciennes, voire même la plus ancienne ZAC que porte la SADEV 94. Le traité de concession a été signé en 1998. Tout cela pour vous dire, cela nous rappelle des souvenirs. Depuis 1998, on est sur la ZAC du Port.

À retenir dans ce CRACL pour 2024, l'action de l'aménageur va porter notamment sur les actions suivantes : le suivi des recours, le suivi des recours contentieux pour espérer aboutir à une levée des recours et à une cession des lots B1 et Modulaires, le suivi des permis de construction du lot B7, le lancement des premières études de maîtrise d'œuvre pour la conception et le suivi des travaux de requalification de certains espaces publics, et la construction d'un nouvel équipement public, la signature d'un protocole d'accord avec la SNCF pour le réaménagement de la brigade ferroviaire qui est à proximité du lot Modulaire, en gros à côté de Caravana pour ceux qui connaissent un peu cet établissement.

Voilà ce que l'on doit avoir en tête pour les perspectives que l'aménageur SADEV envisage pour la ZAC du Port. Mais comme vous l'avez remarqué quand même, cette ZAC n'est pas, je dirais, très chanceuse, car elle est ancienne et l'on rencontre des difficultés, des entraves, notamment ce recours.

Voici, Monsieur le Maire.

**M. le Maire** : Très bien. Des observations ? Non. Votes contre ? Abstentions ? C'est adopté. Merci.

### *Vote de la délibération n° 24 105*

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 24 105 est adoptée à l'unanimité*

→ **Approbation de la convention de partenariat avec le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE)**

**M. le Maire** : Très bien. Le CAUE. Toujours Monsieur Id Elouali.

**M. Id Elouali** : Merci Monsieur le Maire. Le CAUE est un partenaire assez familier de la Ville. Vous le connaissez tous. Nous connaissons tous le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement qui intervient pour des prestations et des services rendus à la population en matière de conseils sur l'architecture, mais pas que, sur l'urbanisme, et même sur les choix énergétiques.

La Ville souhaite renouveler ce partenariat 2021-2024 afin de déployer une diversité d'actions à destination de la population et des acteurs du territoire. À travers cette convention, le CAUE fournit régulièrement en mairie les informations, orientations et conseils, des conseils assez précieux aux personnes qui désirent construire.

La présente convention prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2024, elle est conclue pour une durée d'un an renouvelable deux fois maximum par tacite reconduction, pour une durée maximale de trois ans. Une participation volontaire et forfaitaire d'un montant de 2 200 € est prévue pour ce partenariat.

**M. le Maire** : Merci Monsieur Id Elouali. Vous avez terminé votre tour de force. Y a-t-il des observations ? Non. De toute façon, c'est un très bon partenariat qui dure depuis des années.

Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

*Vote de la délibération n° 24 106*

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 24 106 est adoptée à l'unanimité*

## DGST

### → Cession de la tondeuse autoportée KUBOTA à la société CHOUFFOT dans le cadre de l'acquisition de la nouvelle tondeuse ISEKI

**M. le Maire :** Maintenant nous arrivons au point fort de notre ordre du jour. Après un passage par Drouhot, une lutte effrénée entre plusieurs acheteurs, nous avons le plaisir de céder une tondeuse autoportée de marque KUBOTA, sièges en cuir rouge, boîte automatique, à la société CHOUFFOT, dans le cadre de l'acquisition d'une non moins superbe tondeuse de marque ISEKI. Tout cela, nous le devons à Madame Francisot.

**M. Id Elouali :** Monsieur le Maire, je demande une suspension de séance pour voir ce que l'on peut voter, car le débat risque d'être très houleux.

**Mme Francisot :** Bonsoir chers collègues, pas grand-chose à dire. C'est exactement comme cela se passe pour une voiture. Vous achetez une nouvelle voiture, on vous fait une reprise. Là, tout simplement, cela ne pouvait pas marcher comme cela, donc nous avons acheté une nouvelle tondeuse. Ils reprennent l'ancienne tondeuse, tout simplement. Il n'y a pas plus à dire.

**M. le Maire :** Bien. Merci Madame Francisot. Des observations ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est approuvé, merci.

#### *Vote de la délibération n° 24 107*

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 24 107 est adoptée à l'unanimité*

### → Approbation de la convention de partenariat avec la Préfecture de Police — Brigade de Sapeurs-pompiers de Paris en vue de l'entretien des espaces verts du Centre d'Incendie et de Secours

**M. le Maire :** Nous allons redonner la parole à Monsieur Id Elouali, pour une approbation de convention de partenariat de la brigade des Sapeurs-pompiers de Paris et la préfecture de Police en vue de l'entretien des espaces verts du Centre d'incendie et de Secours.

**M. Id Elouali :** Monsieur le Maire, chers collègues. La commune a accepté que son pôle Espaces Verts puisse apporter un support matériel et humain en termes de conseils à

l'entretien des espaces verts au Centre d'Incendie et de Secours. Sur demande, le pôle espaces verts, je vous dis tout simplement ce que prévoit cette convention de partenariat, prévoit un prêt de matériel d'entretien des espaces verts, afin que le personnel du Centre d'incendie et de Secours œuvre à l'entretien. Elle prévoit également une aide, ou des conseils au personnel dudit Centre d'incendie et de Secours, notamment pour la taille des arbres. Elle prévoit également un avis technique, du conseil technique, sur les entretiens à apporter au patrimoine arboré de ce centre, sans que celui-ci n'engage la responsabilité de la commune, bien sûr.

Ce partenariat entre le pôle Espaces Verts de la Ville et le centre Incendie et Secours est réalisé à titre gracieux.

**M. le Maire** : Merci. Des observations ? Des votes contre ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n° 24 108*

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, SASU Hancès, M. GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, AOUMMIS Hassan, ESSONE MENGE Terence, FOURNIAUD Martine, DESPRES Catherine, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, BALIAS Thierry, AOUMMIS Hassan, THIAM Moustapha.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 24 108 est adoptée à l'unanimité*

## **TRANSITION ÉCOLOGIQUE**

### **→ Mise en place d'une Zone à Faibles Émissions mobilité (ZFE-m)**

**M. le Maire** : Nous passons maintenant au volet transition écologique. Je vais donner la parole à Monsieur BOLLE qui nous présente une nouvelle mise en place, à la demande de la Métropole, d'une zone élargie, la fameuse Zone à Faibles Émissions pour la mobilité des voitures.

**Monsieur BOLLE** : Merci Monsieur le Maire, chers collègues. Effectivement, je vous présente ce soir le projet de délibération autour de la ZFE, que probablement la totalité d'entre vous connaît.

C'est un projet qui est porté aujourd'hui par la Métropole du Grand Paris, qui concerne l'ensemble des communes de la Métropole qui ont un territoire attaché à l'autoroute A86. Le territoire de Choisy est concerné par cette ZFE pour une minime partie de son territoire, on va vraiment sous l'autoroute. Néanmoins, on est sur le périmètre de cette ZFE, c'est pourquoi on demande l'avis du Conseil municipal ce soir.

Il faut savoir que cet avis doit être rendu dans un délai de deux mois, nous avons obtenu le texte de la Métropole au mois d'août dernier, c'est pourquoi nous vous le présentons ce soir. Si nous n'avions pas délibéré, pas échangé, il faut savoir que cela était reconnu comme tacitement un avis favorable, sans que l'on ait pu notifier des aménagements, des observations, et c'est ce que l'on a voulu porter dans la délibération que je vous présente.

Un petit peu d'histoire. La mise en place d'une ZFE n'est pas aléatoire et ce n'est pas au bon vouloir des collectivités, et notamment de la Métropole. C'est vraiment une obligation légale, depuis la loi Climat et Résilience du 21 août 2021, qui dit que dans chaque agglomération française de plus de 150 000 habitants, on doit mettre en place une Zone à Faibles Émissions. L'objectif étant que ce soit applicable au 31 décembre 2024, c'est-à-dire cette année. Ceci a été encore confirmé dans l'article L5211 du Code général des collectivités territoriales. Ainsi, depuis 2019, la Métropole du Grand Paris a instauré cette ZFE, comme je vous le disais. Elle a été plusieurs fois repoussée jusqu'en 2021. Au départ, cela ne concernait que les véhicules de critère 5, c'est-à-dire les plus polluants et les plus anciens. Progressivement, à partir de 2021, on a intégré à ce projet les véhicules de critère 4, donc un peu moins anciens, mais toujours relativement anciens. Là, la proposition portée par la Métropole est d'intégrer, pour le 1er janvier 2025, les critères 3. D'accord ? Cela concerne l'ensemble des véhicules, que ce soit deux roues, véhicules particuliers, camions. Il faut savoir que pour les véhicules utilitaires et particuliers l'interdiction n'aurait lieu que sur la semaine de travail, du lundi jusqu'au vendredi. Pour les poids lourds, l'interdiction de circulation aurait lieu sur l'ensemble des sept jours de la semaine.

Par une précédente délibération, le 22 mai 2019, la Ville de Choisy s'était déjà portée favorable à l'installation de ces ZFE. On est aujourd'hui dans la continuité de ce qui avait été fait sous l'ancienne mandature. Elle avait quand même notifié quelques demandes, à savoir : des mesures d'accompagnements des usagers et des citoyens, et c'est ce qui aujourd'hui ressort de la proposition de la Métropole. Également, que des études soient réalisées et que les résultats nous soient notifiés. Dans les documents qui vous ont été transmis, vous voyez les résultats de ces études qui peuvent être plus ou moins probants, selon le point de vue sur lequel on se positionne, mais qui sont autour de 8, 9, 10 % de baisse selon le type de particules fines que l'on peut rencontrer.

Il faut savoir également que la Métropole du Grand Paris propose aujourd'hui une aide jusqu'à hauteur de 6 000 € pour l'achat d'un véhicule neuf électrique, donc moins polluant. C'est une aide qui peut être complémentaire avec celle de la région qui est aussi autour de 6 000 €. Voilà, rapidement présenté, le positionnement de la commune.

Quelques petits chiffres quand même encore : Choisy-le-Roi, c'est à peu près 14 000, 15 000 véhicules jour. Sur ces 14 à 15 000 véhicules jour, on estime à 33 % le nombre de véhicules concernés par l'application de cette ZFE.

Je conclurai en vous disant que je préfère que l'on émette un avis favorable. Je sollicite donc l'avis du Conseil favorable à cette ZFE, pour que l'on puisse se positionner, et c'est ce que l'on a mis dans notre délibération, pour un soutien plus fort encore de l'État, et plus fort vis-à-vis des citoyens qui veulent opérer leur transition énergétique et la transition de leur véhicule. Plutôt que de ne pas le faire, et de se retrouver forcés et contraints à être intégrés sans avoir pu amender, observer et porter notre voix, et notamment réclamer ces aides complémentaires. Il faut savoir que ce sont les autorités policières, et les agents qui sont habilités, qui ont un rôle de contrôle de l'interdiction mise en place pour tous les véhicules, avec évidemment des amendes possibles. Ce soir on a appris que le Grand-Orly Seine Bièvre a émis un avis en demandant un ajournement de la mise en place, et ce qui est quand même assez paradoxal, en demandant à ce que l'on suspende les contraventions possibles. Pour être totalement transparent avec vous. Voilà ce que j'avais à vous en dire.

Les citoyens, je pense qu'il serait plutôt intéressant, et je le dis à Monsieur le Maire, que l'on communique largement, ont la possibilité aujourd'hui de se connecter à une plateforme où ils accèdent justement à toutes les subventions décrites avant qui est : [www.zonefaiblesemissionsmetropolitaine](http://www.zonefaiblesemissionsmetropolitaine), sur laquelle ils retrouveront toutes les possibilités d'aides financières.

Voilà pour moi ce soir, je vous remercie.

**M. le Maire :** Merci Monsieur Bolle. Je suppose qu'il y aura des observations ? Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille :** Oui, je vais essayer d'être le plus rapide possible, en disant que je me félicite pour ma part de l'extension de la ZFE, pas seulement parce que c'est la loi, mais parce que c'est nécessaire. Chacun sait l'augmentation des maladies respiratoires, du nombre de décès qui sont aujourd'hui dus à la pollution atmosphérique, et la part qu'y prennent évidemment les véhicules sur la route.

Pour autant, je trouve toujours dommageable, quand on prend des décisions, de les rendre soit incompréhensibles pour le plus grand nombre, soit inapplicables pour un nombre non négligeable de nos concitoyens, soit carrément bêtes et absurdes.

Avant cette extension par exemple, je donne un exemple parce que j'ai eu à le vivre dans le cadre de la région, quand on habitait Fresnes, si l'on avait une voiture de critère 3, on ne pouvait pas aller faire ses courses dans les centres commerciaux de Fresnes qui sont au nord de Fresnes, parce qu'ils étaient au nord de l'A86. La structure de la ville de Fresnes fait que la plupart des commerces, et notamment des centres commerciaux, sont au nord de l'A86, et les habitations au sud de l'A86. On touche là parfois des choses qui deviennent, y compris pour les gens, complètement absurdes. Vous me direz, l'extension va faire que tous les Fresnois seront logés à la même enseigne. Voilà. Évidemment, Choisy a été moins touchée, parce que la part des territoires qui sont à l'intérieur de l'A86 est très petite pour ce qui concerne notre commune. Mais, par exemple, Créteil a eu des problèmes similaires. Il faut toujours faire attention à ces choses-là.

Je n'ai pas de problèmes, et nous allons évidemment voter cet avis, mais on voulait regretter plusieurs choses. La première est cette absence d'accompagnement clair, non seulement pour les particuliers qui doivent renouveler leur véhicule, mais je pense à toutes les entreprises. Notamment avec un angle mort : on rajoute toujours « les camions aussi, les camions aussi », sauf que ce n'est pas vrai. Ce n'est pas vrai, d'abord parce que la technologie, la puissance développée par les moteurs électriques notamment, par des moteurs hybrides, ne permettrait pas à un certain nombre de camions de faire ce qu'ils font. On a là un problème d'une technologie qui n'est pas prête. C'est une réalité, il y a besoin de la développer, cela ne veut pas dire qu'il faut, voilà, mais... or, quand on s'intéresse un peu à la question, on sait que 80 % des émissions, par exemple de gaz à effet de serre sur la route, sont dus aux camions, et que finalement ce sont ceux qui vont bénéficier, de fait, d'exonérations, etc. Là encore, les dispositifs ne sont pas prêts pour permettre à des entreprises, je pense notamment à celles qui agissent sur le territoire de Choisy-le-Roi, qui ne sont pas forcément des énormes entreprises, de renouveler leur parc, quand bien même la technologie existerait. Voilà, tous ces éléments doivent nous interpeller, nous faire dire avec vous qu'il y a besoin de renforcer les choses.

J'ajouterai une chose, il y a un côté tartuffe pour le coup à cette extension. Le côté tartuffe est dans la délibération de la Métropole du Grand Paris, je n'invente rien. Il y a cet élargissement, à l'exception d'une voie de circulation : l'A86. Je veux bien, mais je pense qu'il n'y a pas besoin d'être grand clerc, il n'y a pas besoin de 200 études, de 200 pages

d'études, pour que l'on sache tous, ici, que l'émissaire numéro un, par exemple sur la ville de Choisy, je pense que l'on doit pouvoir gagner, c'est le tronçon de l'A86, et d'ailleurs pour tout le périmètre. C'est l'A86. Or, on l'exclut de cette délibération et de ce choix d'extension. Il y a là quelque chose, excusez-moi, personne n'est responsable autour de cette table, je ne suis pas en train... Je veux juste que l'on constate. D'accord, allons à l'extension, demandons un soutien, mais demandons que des études concrètes et fortes soient faites pour exclure aussi l'A86. Parce que sinon, c'est comme décider que l'on va nettoyer l'eau d'une rivière, mais qu'on laisse une usine continuer de déverser ses polluants dedans. Il y a quelque chose d'un peu, excusez-moi, de vider l'océan avec une petite cuillère. Ce qui est vain, et dommageable pour la santé de toutes et tous.

J'ajouterai quant à moi sur la délibération qui nous est proposée, l'idée qu'il y a besoin d'entamer tout de suite des travaux, et des travaux lourds, je ne parle pas de travaux... de travaux de recherches, pour avancer sur l'exclusion de l'A86 aussi pour les véhicules extrêmement polluants et notamment parce que l'on va se le dire toutes et tous, aujourd'hui l'A86 est une voie de transit, c'est-à-dire de camions qui n'ont rien à faire en Île-de-France à part la traverser, et qui sont aujourd'hui des éléments de pollution lourds pour nous toutes et nous tous.

**M. le Maire :** Bien. D'autres observations ? Non. Nous avons voté la précédente restriction, enfin la précédente zone ZFE, mais avec bien sûr des réserves. Les réserves du territoire, notamment, je peux les partager. La qualité de l'air est primordiale pour notre santé, cela va effectivement dans le bon sens. Souvent, je me fais la réflexion, lorsque je passe sous les souterrains du périphérique, regardez les murs sur votre droite, l'épaisseur de crasse qu'il y a, de carbone. Si cela s'imprègne ainsi sur les murs depuis de nombreuses années, personnellement, ou d'autres personnes qui empruntent souvent les périphériques depuis de nombreuses années, je suppose que nos poumons doivent avoir également ingurgité tout ce carbone. Il est donc difficile de se positionner contre cette délibération. Bien sûr, puisque dans les années qui viennent, c'est tout le transport qui va être révolutionné.

Néanmoins, je me mets effectivement à la place, nous l'avons dit lors de notre premier débat sur ce sujet, de personnes, malgré les aides, qui n'ont pas les moyens de passer à une voiture électrique ou autre. Il faut constater que ceux qui seront touchés par le critère 3, ce sont les personnes à plus bas pouvoir d'achat, des personnes dont de nombreuses ne sont pas à + 1 000, ou +500, ou + 2 000 à la fin du mois, mais régulièrement entre – 500 et – 1 000. Même s'il reste, a priori, un reste à charge de 3 000, 4 000, 5 000, ou 6 000 € sur une voiture, pour eux c'est mission impossible. L'équation est donc difficile.

Il est certain qu'il y a quand même d'autres solutions, comme moins utiliser sa voiture. C'est pareil sur les accidents, sur la sécurité. À quand des boîtes noires dans la voiture ? C'est facile. À quand un relevé kilométrique dans la voiture, où le conducteur s'engage à réduire sur une année de 30 % son kilométrage, et cela est tout à fait bénéfique, l'assurance baisse aussi de 30 % ? Enfin, il y a des tas de choses qui ne coûtent rien, qui seraient moins pesantes pour les personnes, et qui arriveraient à des résultats meilleurs. Je m'interpelle toujours, comme l'essai qui avait été fait de la circulation alternée, vous savez, les plaques paires — impaires, cela ne coûte rien et cela est très efficace. Pourquoi on abandonne cette solution aussi ?

C'est difficile, je ne me vois pas voter contre, car il est certain que nous avons peut-être tous tendance, ceux qui ont des voitures... beaucoup, je le vois à Choisy, utilisent trop leur voiture, ne serait-ce que pour faire des courses. S'il faut faire 300 mètres pour aller acheter une baguette, ils prennent la voiture, et s'ils pouvaient entrer dans la boulangerie pour avoir la baguette, ils le feraient. C'est une réalité.

Mais il faut aussi que les pouvoirs publics réfléchissent à ces mesures, prennent vraiment en compte la situation économique de toutes ces familles. Les aides peuvent paraître, sont importantes effectivement, pour passer à une voiture électrique. Mais pour beaucoup de familles, le reste à charge est insurmontable. Le fait de le voter, de toute façon, certaines personnes qui, en plus, ont besoin de leur voiture pour aller travailler dans un autre département seront incitées à utiliser quand même leur voiture. Je pense, est-ce qu'il y aura véritablement sanction ? Je pense que de toute façon des choses seront revues. Bientôt, c'est utilisé en Formule 1, il y a l'essence, comment appelle-t-on cela ? L'essence chimique, etc., qui n'apporte aucune pollution, le moteur thermique, dont beaucoup de pays reviennent et refusent dorénavant d'abandonner, n'a pratiquement pas évolué depuis 40, 50 ans. Des pistons, des trucs, l'essence, voilà. S'ils avaient mis la même somme de développement sur les moteurs thermiques que sur les voitures électriques, je vous assure, c'est un domaine que je connais bien, aujourd'hui nous serions avec des moteurs thermiques qui consommeraient deux litres aux cent kilomètres. C'est plus efficace encore que les voitures électriques, donc pour moi la prochaine bombe après l'amiante sera les batteries. Que va-t-on faire de toutes ces batteries ? Où allons-nous les mettre ? J'ai peur d'avoir toujours vu des politiques à courte vue. Après nous le déluge.

Pour autant, à titre personnel, je vais voter cette délibération, je ne suis pas du tout persuadé de sa vraie efficacité, car il y a tellement d'autres pistes, comme je viens de vous l'expliquer, qui ne sont pas employées, sans parler, c'est peut-être une des rares fois où je suis d'accord avec Madame Hidalgo, moi qui regardais attentivement lorsqu'elle s'est baignée dans la Seine si elle allait remonter... je suis méchant, vous avez raison, Madame Hache. Absolument. Je retire cela. Mais c'est parce que des fois elle m'exaspère tellement. Mais je retire cela. Là où je suis d'accord avec elle, c'est lorsqu'elle veut interdire ou taxer lourdement, ce qui pour moi ne sont plus des voitures, mais des camions. Ces énormes SUV qui font 4 tonnes, 5 tonnes, 6 tonnes pour certains. C'est fou. On oublie souvent d'expliquer aux gens que la plus grande pollution ne vient pas du moteur et de la consommation, mais des pneus, des freins, et des particules fines. C'est ce qu'il y a de plus dramatique et c'est contre cela qu'on lutte le moins. Ce sont ces gros SUV ou une petite voiture qui donne ces particules fines qui sont beaucoup plus nocives pour la santé. Ce qui ne veut pas dire que le reste n'est pas nocif et qu'il ne faut pas lutter, comme on le voit avec cette délibération. Mais pourquoi l'on ne s'attaque pas plus à cela ? Pour le coup, j'étais d'accord avec les adjoints, ce que proposait Madame Hidalgo, de taxer lourdement, voire d'interdire même, la construction, je ne sais pas... je vois ces bagnoles, ce sont des monstres. Enfin, je vais en rester là.

Oui, Yacin demande la parole. Monsieur Chalbi.

**Monsieur CHALBI :** Merci Tonino. Je vais aller dans le sens de ce qui a été dit. Effectivement, on n'a pas le choix, il faudra la voter, mais personnellement à plusieurs titres, je pense que la réflexion au niveau politique, au niveau national, ou même au niveau européen a été... on s'est trompé de braquet, on a mené la réflexion uniquement sur la combustion, sur le moteur.

Partir sur l'électrique, OK très bien. Mais la réflexion était plutôt sur le poids. Si l'on veut diminuer la pollution, il faut déjà se poser des questions sur les usages de la voiture, c'est une réflexion globale, pourquoi on utilise la voiture ? C'est l'étalement urbain, c'est l'urbanisation des zones périurbaines. Pourquoi on fait aussi des voitures de plus en plus grosses ? Quand on regarde, on voit que sur le périphérique toutes les voitures sont occupées par une, deux personnes maximum. En gros, on déplace 80 kg, en crament du pétrole, pour déplacer deux tonnes. Il y a une vraie réflexion.



La question fondamentale n'est pas au niveau du moteur, elle est au niveau du poids des véhicules. Le problème de fond est là. Mais on n'a jamais voulu. Pourquoi ? Parce qu'il y a des lobbies au niveau de l'automobile, il y a des lobbies au niveau des entreprises pétrolières, qui font que cela influence nos politiques au niveau européen. Nos politiques européens sont influencés par ces lobbies, et ne réfléchissent pas de manière logique, simplement. C'est un problème de poids, il faut diminuer la taille des bagnoles, il faut diminuer le poids, et il faut aussi se poser la question : pourquoi on fait des SUV ? Ce sont juste des Clio surélevées, il n'y a rien de 4x4, cela pollue de manière monstrueuse.

Sur Paris, au-delà de la pollution, c'est plus de 50 % des décès au niveau des piétons, des chocs piétons, c'est un bilan catastrophique. Au-delà de cela, on a une connerie démentielle qui est ressortie, qui est que l'on enlève la taxe sur les sociétés et une partie de la TVA pour les entreprises qui achètent des voitures hybrides rechargeables. C'est la plus grosse connerie du siècle, car une voiture hybride rechargeable, si l'on prend une voiture thermique classique, on lui rajoute 400 kg de batteries, le cadre qui reçoit cela comme voiture de fonction ne va jamais la recharger, la voiture va tourner 90 % du temps en 100 % thermique, donc on va déplacer 400 kg de plus, tout cela pour économiser, pour ne pas payer la taxe sur les sociétés, la TVS. Encore une fois, qui a décidé de cela ? Comment cela a été réfléchi ?

On en revient où l'on en était au niveau européen et au niveau national. Nous au niveau local, que peut-on faire ? On peut juste acter cette ZFE avec ce qu'il en coûte. On dit oui, on promet une aide de 6 000 €. 6 000 €... une voiture électrique, c'est minimum 30 000 €. Trouvez-moi quelqu'un qui gagne moins de 13 000 € de revenu fiscal, trouvez-moi quelqu'un qui gagne moins de 13 000 € par an qui est capable de sortir 25 000 € pour acheter une voiture.

**M. le Maire** : Les 6 000 €, c'est la Métropole. La Région ou la prime gouvernementale, c'est 13 000, et pas pour tous les budgets. Pour les plus bas budgets. Le plus bas, plus bas. Pour les très riches, c'est-à-dire la classe moyenne, ils auront 0.

Y a-t-il d'autres observations ou l'on passe au vote ? Julien.

**M. Bourven** : Je ne sais pas si cela est possible, mais je vais avoir un vote différent de Damien dont j'ai le mandat. Est-ce possible ?

**M. le Maire** : Oui, bien sûr.

**M. Bourven** : Pour moi, ce sera contre. Et pour Damien ce sera une abstention.

**M. le Maire** : D'accord. Bon. D'autres observations ?

**M. Id Elouali** : Monsieur le Maire, je vais voter favorablement cette résolution, en tout cas cette délibération, cette proposition, avec toutes les réserves.

Je vais quand même la voter favorablement, avec affirmation, parce que j'entends, bien sûr, ce n'est pas la ZFE qui va régler le problème de la pollution. C'est un problème par définition, pardon Monsieur Druart, la question de la pollution, les questions écologiques, nécessitent une approche systémique.

Mon collègue M. Chalbi a parlé de l'étalement urbain. Il faut bien sûr que la solution puisse venir de là. On n'a pas parlé aussi de deux des alternatives, c'est-à-dire de faire en sorte qu'il y ait une offre alternative à la voiture qui puisse exister. On connaît les blocages que l'on a, y compris même localement, ne serait-ce que pour tirer des pistes cyclables. On connaît les problématiques que connaissent les transports en commun.

La Métropole ne dit pas que la ZFE doit régler tous les problèmes. En tout cas, c'est l'esprit, c'est comme cela que je lis cette délibération. Elle engage une action, une dynamique, qui ouvre à des débats qui devraient être, et c'est pour cela que je partage avec vous toutes les réserves.

La question des solutions doit être sociale et je partage les observations de notre collègue Fabien Guillaud-Bataille sur l'accompagnement social, qui n'est pas suffisamment clair. La question devrait être aussi de l'innovation technologique, et je partage aussi les différentes réflexions çà et là sur la nécessité d'accentuer, d'accélérer des recherches qui puissent faire en sorte qu'il y ait des voitures moins lourdes, donc avec une empreinte écologique beaucoup moins importante. Pour autant, ce n'est pas parce que l'on n'a pas résolu les autres problèmes, l'accompagnement social, l'étalement urbain, l'innovation et la recherche, sur les questions, que l'on devrait, entre guillemets, dire que cette ZFE n'a pas tout son sens.

Je pense qu'il faudrait qu'on la vote, droits dans nos bottes, avec les réserves que l'on porte tous sur l'accompagnement social, sur la clarté du périmètre concerné. Je trouve aussi que c'est une hérésie de faire sortir l'A86, quand on sait que justement, à côté de l'A86, ceux qui y habitent et l'on est bien concernés à côté, ce sont justement les populations les plus fragiles, celles qui sont les plus touchées.

J'aimerais juste que l'on mette un peu quelques chiffres en perspective, pour savoir de quoi l'on parle. On parle quand même de + 40 000 morts par an, liés à la qualité de l'air. On estime qu'une mort sur cinq dans le monde est due à la qualité, ou à la mauvaise qualité, de l'air. Il faut juste que l'on mette ces chiffres en perspective, et se dire, et dire, et j'espère que cela sera enregistré dans le compte rendu de ce que l'on va émettre à la Métropole que oui, mais il faut aller beaucoup, beaucoup plus loin.

Voilà pour ma part.

**M. le Maire** : Bien. Merci Monsieur Id Elouali. Je pense que l'on peut procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Un vote contre. Abstentions ? Une abstention. Le reste pour. Merci, cela est donc adopté.

*Vote de la délibération n° 24 109*

Ont voté pour : 37

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, SOMSOUK Billy, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien

Ont voté contre : 1 (BOURVEN Julien)

Se sont abstenus : 1 (DESROCHES Damien)

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 24 109 est adoptée à la majorité.*

## COMMERCE

### → Groupe GERAUD rapport d'activité 2023

**M. le Maire** : Le prochain point est aussi un dont acte, un rapport présenté par Monsieur SAYADI, rapport d'activité du groupe GERAUD, qui gère donc nos marchés de bouche.

**M. Sayadi** : Merci, Monsieur le Maire, bonsoir à tous. C'est du classique aussi. Comme chaque année nous soumettons au Conseil municipal le rapport d'activité de GERAUD. Comme chaque année, quelques éléments manquent. Mais d'année en d'année, le dialogue s'ouvre entre GERAUD et la municipalité.

Nous avons rencontré à plusieurs reprises les nouveaux dirigeants, pas les nouveaux dirigeants, mais par exemple le nouveau directeur régional de GERAUD, ainsi que le PDG de GERAUD, donc on s'ouvre de plus en plus au dialogue, pour avancer dans le travail.

Néanmoins, il y a quelques avancées de terrain, parce que nous avons demandé à GERAUD de mettre à disposition des agents de nettoyage, c'est-à-dire qu'il va y avoir un agent de nettoyage qui va s'occuper de la halle tout au long de la vente, ainsi que l'extérieur de la halle, qui va faire du piquetage, qui va s'occuper de tout ce qui traîne pour garder au maximum le marché le plus propre, un maximum. On ne va pas revenir sur les sacs plastiques, puisqu'il n'y a plus de sacs plastiques, donc le marché est déjà plus propre, mais l'on pousse justement pour que le marché devienne de plus en plus propre.

Ensuite, un autre agent qui est dédié uniquement aux toilettes, un agent qui reste du début à la fin, qui fait du nettoyage des sanitaires. En attendant, bien sûr parce que nous, mairie, devons aussi faire des travaux concernant les sanitaires. Nous avons en vrai deux sanitaires qui sont disposés au marché, mais un est non fonctionnel, car il y a eu des inondations, le bâtiment a été touché jusqu'au parking. Ce qui veut dire qu'il y a eu des inondations, des infiltrations jusqu'au parking. Il a été condamné depuis très longtemps. Le service Bâtiment est dessus pour refaire toute cette réparation et pour que les deux sanitaires soient fonctionnels.

Nous avons demandé à mettre à disposition une quinzaine de poubelles chez les fruits et légumes, d'à peu près 200 litres, pour que les clients puissent jeter les fruits qui se mettent à pourrir, la pastèque, les déchets biodégradables on va dire, tout ce qui est clémentine, etc. Cela permettra de garder le marché plus propre.

Il y a un travail qui se fait aussi, qui s'est fait depuis le début du mandat, mais qui va se faire prochainement sur le périmètre du marché. Il y a des endroits qu'il faut libérer, on est dessus, on a déjà libéré, supprimé quelques commerçants qui gênaient, qui n'avaient pas leur place à ce moment-là.

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte sur ce rapport d'activité. Vous qui aimez les questions, si vous avez des questions, nous sommes là pour répondre aux questions. Merci.

**M. le Maire** : Merci Monsieur Sayadi. Des observations sur ce rapport ? Oui, Madame Alirol.

**Mme Alirol** : Bonsoir tout le monde. Je suis ici depuis un certain nombre d'années, je n'ai jamais entendu parler que les frères GERAUD avaient fourni les documents adéquats. Cela continue, je ne sais pas pourquoi personne ne peut réussir à ce que ces gens-là fournissent ce qu'ils doivent fournir à la municipalité. C'est une chose.

Autre chose, je vais très souvent au marché du centre, la propreté, quand vous arrivez vers 8 h 30, 8 h 45 le matin, vous avez les éboueurs qui sont là, le long de la cathédrale, avec un amas de casiers, de polystyrène, de fruits... est-ce que ces gens-là, les commerçants, ne viennent pas des marchés précédents avec, ce que l'on avait dit une année, des déchets des marchés précédents ? Là, c'est innommable.

**M. le Maire :** Sur l'histoire, et je vais donner la parole à Monsieur Sayadi, sur l'historique de la société des frères GERAUD, on ne va pas refaire tout l'historique, je m'étais opposé en tant que conseiller municipal au fait de leur accorder une nouvelle DSP de 18 ans. On ne va pas refaire tout cet historique.

Par contre au niveau des documents, il est vrai qu'il y avait toujours eu cette dispute à propos des documents qu'ils ne fournissaient pas. Mais comme l'a dit Monsieur Sayadi, on a là les documents, bien sûr toujours avec insistance.

Surtout, le conflit qu'il y a depuis plusieurs années, c'est qu'il y a différentes appréciations, ils nous réclament de l'argent qui selon nous n'est pas dû, sauf une partie. Il y a une partie où je pense qu'ils ont raison. Enfin, ce n'est pas moi qui le pense, c'est parce qu'actuellement nous avons un bureau spécialisé qui travaille dessus, notre service juridique qui travaille dessus. Il y a eu des fautes de part et d'autre durant cette DSP, les plus fortes fautes sont quand même imputables à la société des frères GERAUD.

Ce qu'ils demandent, notamment, ils arguent du fait que lors de la construction de la nouvelle halle les travaux ont pris du retard, et ils demandent des dédommagements complètement farfelus. De toute façon, comme l'a dit Monsieur Sayadi, c'est l'office de Monsieur AUGUSTE, qui est le fondateur, enfin le grand patron des frères GERAUD, qui est plus objectif et plus souple à la discussion. Mais que ce soit aussi avec Monsieur Auguste que j'ai rencontré personnellement, cette histoire ne peut plus durer.

La principale faute, et la Ville malheureusement fut sanctionnée devant les tribunaux lorsque l'augmentation des places, qui était légale, que nous pouvons voter, qui est dans le contrat d'affermage, je ne sais plus, il y a eu une faute de présentation et donc les tribunaux, saisis par l'association des commerçants, lui ont donné raison. À ce titre, les frères GERAUD n'ont pas pu toucher le montant de cette augmentation des places qu'ils nous réclament. Sur ce point-là, la justice leur donne raison. Nos conseils spécialisés leur donnent raison, c'est indiscutable, c'est juste un rattrapage à faire. Sauf qu'ils demandent 4 x plus que ce qui leur est dû.

Nous avons donc décidé d'ici la fin de l'année de trouver une solution acceptable par tous les partis, on ne va pas encore faire une guerre de tranchées pendant dix ans. J'espère que d'ici la fin de l'année, sur ce volet financier, on puisse partir d'une feuille blanche avec le contrat d'affacturage qui ne sera pas discutable, ils reconnaissent entre autres, pour que Monsieur Auguste reconnaisse enfin qu'il n'a pas respecté, il le sait, le contour du marché sur les extérieurs, etc., il le reconnaît.

Cela va se modifier, mais comme l'a dit Monsieur Sayadi nous avons réduit le nombre de volants, c'est ce qui pose problème à l'extérieur. Les voies sont un peu plus fréquentables, mais le ciel s'assombrit un peu, car la halle du marché je ne comprends pas qu'elle ait pu vieillir autant. Il y a des murs qui se... Il y a un problème, j'espère qu'il n'y aura pas de problèmes de sécurité. La halle du marché a extrêmement vieilli, les toilettes sont infrequentables, ce n'est plus digne d'un marché à l'intérieur. Je me demande si l'on ne va pas droit vers le fait de devoir sans doute reconstruire une nouvelle halle. C'est un autre discours après avoir réglé nos différents.

Sur l'histoire des cageots, je me suis posé la question. Monsieur Sayadi va vous répondre, je ne pense pas que ce soit parce qu'ils amènent. C'est parce que le matin, lorsqu'ils mettent... d'après ce qu'on m'a dit c'est arrivé une fois, par exemple, les commerçants arrivent, ils mettent en place leur étal, donc ils ont des cageots vides. Ils les mettaient devant, et Nicolas devait les prendre, je ne sais plus à quelle heure le matin. C'est arrivé une matinée, je ne sais plus pour quelle raison, ils ne sont pas passés. Donc des photos ont circulé, etc. En temps normal, ils sont enlevés, ce sont vraiment les cageots des commerçants qui déballet le matin. Après, à une heure, ce sont ceux qui se sont vidés qui étaient sur les étals. Là-dessus Monsieur Sayadi peut nous en dire peut-être plus.

**M. Sayadi :** Pour revenir déjà à ce que disait Monsieur le Maire, par rapport aux documents manquants, il vous a bien expliqué, ce ne sont pas des éléments très importants, vitaux pour le fonctionnement du marché, etc. De toute façon, on est en bonne voie pour discuter, en bonne voie pour toute chose. Je ne vais pas m'étaler là-dessus, par rapport à cette réponse, sauf s'il vous manque quelques éléments de réponses, il n'y a pas de problème.

Concernant les cagettes, je sais ce jour-là, il faut savoir que Nicolas passe deux fois, c'est-à-dire une fois le matin et une fois l'après-midi. Ce matin-là, ils ne sont pas venus, c'était une surprise pour tout le monde. Une surprise pour les commerçants, une surprise pour les régisseurs, tout le monde a été alerté, tout le monde m'a appelé. J'ai expliqué très clairement que c'était juste un manquement de Nicolas. Les commerçants ne ramènent jamais les déchets avec eux, parce que tout simplement, déjà, c'est un très bon marché pour eux, donc ils n'ont pas de place pour stocker les déchets des autres marchés. Comme disait Monsieur le Maire, ce sont juste les déchets du début, quand on installe la marchandise et que les cagettes se vident, tout simplement. Après, le régisseur a envoyé un mail à Monsieur Géraud, cela s'est arrangé. Parfois, ils viennent en retard aussi le vendredi après-midi, c'est pour cela que vous voyez un petit peu quelques bennes.

On suit les dossiers, on alerte GERAUD, on signale et cela peut arriver. Mais toujours mettre tout sur la faute des commerçants, à un moment donné, il faut se calmer un petit peu sur cela. Merci.

**Mme Alirol :** Non, je voulais dire qu'effectivement, quand je vais au marché le matin, il y a Nicolas qui est là. À 8 h 30, 8 h 45, ils sont là. Ils sont là, mais ils n'arrivent pas à remballer, à mettre dans leur benne, tout ce qui est le long de la cathédrale, tellement il y en a. Désolée.

**M. Sayadi :** C'est un camion compacteur, donc ils peuvent même mettre une centaine, allez, même 500 hommes, ils vont les compacter. Ne vous inquiétez pas. On peut ramener des déchets, tout se compacte. Cela veut dire, vous qui venez à 8 h 00, suivez Nicolas et vous allez voir que le local poubelle est vide. Après il se remplit au fur et à mesure. Cela veut dire, pour revenir à ce que vous venez de dire, vous venez à 8 h 00 du matin, vous les voyez, ils travaillent, ce sont de gros camions qui écrasent vraiment tout. Ils prennent tout. Moi, je fais le tour même du local poubelle, je vais au local poubelle. Le local poubelle est ouvert, et il est vide, le local poubelle. C'est-à-dire, il n'y a aucun déchet, aucune caisse. Quand avec Nicolas ils viennent, ils sont là pour tout prendre, et quand ils ont fini de tout prendre, ils repartent et reviennent l'après-midi. Si vous avez le temps, vous restez avec eux, vous voyez. Si vous n'avez pas le temps, je vous ferai des photos tous les dimanches.

**M. le Maire :** En fait, ils doivent commencer vers 8 h 00, 8 h 30. Il y a un laps de temps qu'il leur faut pour ramasser. Mais après, vers le milieu de la matinée, il n'y a plus ces cageots. Peut-être organiser autrement ? Je ne sais pas ce qui est possible. Il faut y réfléchir pour qu'ils restent moins longtemps. Voilà. Cela tient aussi à l'emplacement même de notre marché qui est contigu à la cathédrale, c'est sûr que... on aura une discussion sur...

**M. Sayadi :** De toute façon, je fais le tour du marché. Quand je vois des choses qui traînent à ce moment-là, j'appelle le régisseur et je lui dis directement « il faut me les ramasser », tout simplement. Justement, j'ai fait embaucher quelqu'un d'autre pour qu'il puisse faire le tour comme un poisson-nettoyeur qui passe partout et qui nettoie. On l'appelle tout simplement quand il y a eu un manquement, on l'appelle, on lui dit « *il faut ramasser ceci, il faut ramasser cela* ». Il ramasse, après je ne dis pas que l'on peut manger par terre, mais...

**M. le Maire :** Très bien. En fait, c'est un prendre acte. Donc s'il n'y a pas d'autres observations...

*La délibération n° 24 110 **PREND ACTE***

## **HABITAT**

→ **Garantie d'emprunt accordée à VALOPHIS HABITAT pour l'acquisition en Vente en l'État Futur d'Achèvement (VEFA) de 27 logements locatifs sociaux 15 PLUS/10 PLAI/2 PLS, situés 17, rue de la Remise aux Faisans, ZAC des Hautes Bornes**

**M. le Maire :** Le pont suivant. Garantie d'emprunt accordée à VALHOPHIS HABITAT. Il s'agit de logements locatifs sociaux. La parole est à Monsieur Druart.

**M. Druart :** Rebonsoir. On arrive à la dernière partie de ce Conseil, sur la garantie d'emprunt accordée à Valophis, pour l'acquisition de 27 logements locatifs sociaux, 17 rue de la Remise aux Faisans à la ZAC des Hautes Bornes. Valophis a souscrit plusieurs prêts pour un montant total de 4 159 887 € pour une durée maximum de 60 ans.

Avec la garantie d'emprunt que l'on va accorder suite à notre vote, nous aurons un droit de réservation de 20 %, et donc une répercussion sur la gestion en flux, d'environ 2 droits uniques supplémentaires. Merci.

**M. le Maire :** Merci Monsieur Druart. Des observations ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est adopté. Merci.

*Vote de la délibération n° 24 111*

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 24 111 est adoptée à l'unanimité*

**→ Approbation de la convention bilatérale 2024-2026 définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux sur le patrimoine relevant du contingent de la Ville de Choisy-le-Roi sur le patrimoine du bailleur TOIT et JOIE dans le cadre de la mise en œuvre de la gestion en flux**

**M. le Maire** : Monsieur Druart garde la parole, pour une convention bilatérale sur 2024-2026 à propos du patrimoine du bailleur TOIT et JOIE.

**M. Druart** : L'approbation de convention bilatérale 24-26 concerne le bailleur TOIT et JOIE. C'est le dernier, normalement on a fait tous les bailleurs. Le flux annuel, pour la ville, conduit pour ce bailleur-là à 25 droits uniques pour une durée moyenne de 29 ans, soit environ 1 logement par an.

Je voulais rappeler aussi que le bailleur peut réserver un nombre de logements dédiés aux mutations de locataires dans le parc, dans son parc social, et aux relogements dans le cadre des projets ANRU. Je tenais à préciser ce point, car on nous sollicite en ce moment alors que le bailleur peut prendre un appartement pour faire la mutation d'un ou des locataires.

**M. le Maire** : Merci Monsieur Druart. Vous gardez le manche. Convention avec la Fondation Falret... excusez-moi, c'est vrai que l'on doit voter. Des observations ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté. Merci.

*Vote de la délibération n° 24 112*

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 24 112 est adoptée à l'unanimité*

**→ Approbation de la convention de partenariat tripartite entre la Fondation FALRET, le centre Médico-Psychologique et la Ville de Choisy-le-Roi pour le relogement de ménages Choisyens suivis dans le cadre du groupe logement du Conseil Local de Santé Mentale (CLSM)**

**M. le Maire** : Convention de partenariat importante, d'un point de vue solidarité, importante, avec la Fondation Falret.

**M. Druart** : Une convention de partenariat avec la Fondation Falret, comme vous l'avez dit, Monsieur le Maire, le centre médico-psychologique et la Ville de Choisy pour le relogement de familles Choisyennes, suivies dans le cadre de groupe CLSM. La Ville a signé depuis

23 ans une convention de relogement dans le parc social et d'accompagnement de ménages Choisyens souffrant de troubles psychologiques et/ou psychiatriques.

Pour l'accompagnement, nous avons une convention avec Relais 94 qui n'a pas pu être reconduite en 2023. Ils n'ont pas pu suivre pour un manque d'effectifs précisé dans la note.

Après recherche d'un nouveau partenaire, la Fondation Falret s'engage, via cette nouvelle convention, à suivre 2 ménages par an. La Ville lui verse une subvention annuelle de 9 800 €. Merci.

**M. le Maire :** Merci Monsieur Druart. Des interventions ? Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté. Merci.

*Vote de la délibération n° 24 113*

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 24 113 est adoptée à l'unanimité*

## **ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

### **→ Approbation des conditions et des modalités de mise à disposition des véhicules municipaux**

**M. le Maire :** Approbation des conditions et des modalités de mise à disposition des véhicules municipaux. C'est le même règlement que les années passées, que l'année dernière, sauf que nous devons revoter ce règlement de mise à disposition des véhicules aux agents chaque année.

Y a-t-il des observations ? Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté. Merci.

*Vote de la délibération n° 24 114*

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN



Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 24 114 est adoptée à l'unanimité*

**→ Participation de la commune à la consultation publique sur le projet d'arrêté portant restrictions d'exploitation sur l'aérodrome de PARIS-ORLY**

**M. le Maire :** Là aussi, peut-être qu'il y aura des interventions. Participation de la commune à la consultation publique portant sur le projet d'arrêté portant restrictions d'exploitation sur l'aérodrome de Paris-Orly. Nous en avons déjà discuté, nous avons déjà procédé à un vote. Cela revient devant nous.

Y a-t-il des observations ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n° 24 115*

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 24 115 est adoptée à l'unanimité*

**→ Adhésion au SIFUREP des communes de CERGY (95) et de CHARTRETTES (77) à la compétence service extérieur des pompes funèbres**

**M. le Maire :** Adhésion au SIFUREP des communes de CERGY dans le 95 et de CHARTRETTES dans le 77, je donne la parole à Monsieur Coelho.

**M. Coelho :** Merci Monsieur le Maire. Le SIFUREP, avec ces deux communes, nous allons arriver au chiffre de 115 adhérents. Les communes de Cergy et de Chartrettes ont demandé

à y rentrer et ont voté lors de leur conseil municipal le 21 décembre et le 3 avril. Lors de la séance du 11 juin 2024, le comité syndical SIFUREP a approuvé les adhésions à l'unanimité.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, la délibération du SIFUREP, SIFUREP pardon, est notifiée à chacune de ses collectivités adhérentes qui disposeront d'un délai de 3 mois à compter de la réception de la circulaire numéro 2023-3. Ce courrier nous est arrivé à Choisy-le-Roi le 15 mars 2023, pour se prononcer à l'adhésion de ces nouvelles communes.

Chers collègues, il nous est proposé de voter cette délibération de l'adhésion de la commune et Cergy et de Chartrettes au SIFUREP.

**M. le Maire** : Des Observations ? Il n'y en a pas. C'est habituel de ne jamais s'opposer à la volonté des communes. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté. Merci.

*Vote de la délibération n° 24 116*

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n° 24 116 est adoptée à l'unanimité*

**→ Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales**

**M. le Maire** : Nous arrivons au dernier point. Les fameuses décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales. Y a-t-il des questions sur ce qui vous a été envoyé ? Je n'en vois pas. Très bien.

*La délibération n° 24 117 **PREND ACTE***

Je vous remercie de l'excellente tenue de ce Conseil municipal. Comme je vous l'ai dit, le prochain Conseil est le 6 novembre. Bonne soirée.

*La séance est levée à 21 h 02.*